



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 03 octobre 2021 N° 478 PRIX : 0,60 Euro

Mali



***Troupes françaises et armée malienne,
ennemies des travailleurs et des popu-
lations pauvres***

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial :

Mali : Troupes françaises et armée malienne, ennemies des travailleurs et des populations pauvres

Pages 4 : Mali

► Les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso sont aussi frappées par le terrorisme

Pages 5 : Sénégal

► Les mensonges du gouvernement sur la soi-disant stabilisation des prix

Pages 6 à 9 : Côte d'Ivoire

► Rien ne va pour les travailleurs et les pauvres. Il faut que ça change !

► Lutte contre la corruption : beaucoup de bruit pour rien !

► La vie est de plus en plus chère et les salaires ne suivent pas

► Mine d'or de Hiré : grève avec occupation du site

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

TROUPES FRANÇAISES ET ARMÉE MALIENNE, ENNEMIES DES TRAVAILLEURS ET DES POPULATIONS PAUVRES

On assiste actuellement à une sorte de bras de fer, pour le moment verbal, entre les dirigeants de l'État français et les putschistes maliens. Dans son discours au siège de l'ONU à New York, le Premier ministre malien Choguel Maïga a critiqué en qualifiant d'«abandon en plein vol» la décision d'Emanuel Macron de retirer prochainement la force Barkhane du Mali. De son côté, le président français a qualifié la déclaration de Choguel Maïga d'«inadmissible» et de «honte».

Les dirigeants de l'impérialisme français veulent un pouvoir docile et marchant au pas au Mali tandis que le colonel Goïta et ces acolytes putschistes voudraient que la France s'implique davantage militairement pour les aider à combattre les groupes armés djihadistes et autres qui sèment la terreur dans une partie de plus en plus grande du territoire malien, mais aussi le mouvement indépendantiste touareg au nord du pays. Mais le problème est que les objectifs de l'impérialisme français ne sont pas les mêmes que ceux des dirigeants maliens, notamment par rapport au mouvement indépendantiste touareg de l'Azawad.

Depuis que Macron a annoncé en juillet dernier qu'il allait retirer rapidement ses soldats de ses positions au nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tassalit), réduire ses effectifs de 5000 actuellement à 2 500 ou 3 000 d'ici 2023 et les concentrer vers le Niger et la zone dite des Trois frontières (Mali-Burkina Faso-Niger), les autorités maliennes ont pris contact avec la Russie de Poutine pour bénéficier des services des mercenaires de la société russe Wagner, la même qui sévit en Centrafrique, en Libye et en Syrie.

Cette annonce du gouvernement malien n'est pas du goût des dirigeants français qui menacent de retirer toute aide au Mali si ses dirigeants maintiennent leur projet de recourir à Wagner. En attendant, les putschistes maliens tentent de mobiliser leurs partisans en organisant des meetings au cours desquels les orateurs dont des partisans de la mouvance du chef religieux Bouyé Haïdara connu par son titre de « chérif de Nioro », prononcent des discours nationalistes anti-Macron et haranguent la foule pour soutenir le pouvoir en place. Certaines personnes portent le drapeau malien à côté du drapeau russe, des portraits de Poutine ainsi que des pancartes avec le slogan « Vive Poutine ».

Les putschistes au pouvoir essaient de s'appuyer sur un sentiment réel qui existe au sein de la population ma-

lienne qui est de se méfier, à juste raison, du discours officiel du gouvernement français prétendant qu'il veut « aider le Mali » alors que ses intentions sont autres. Mais la méfiance de la population envers les putschistes est aussi réelle car elle a assisté à de nombreux coups d'États depuis l'indépendance et ils n'ont rien apporté de positif sinon une succession de dictatures. La corruption, le racket, les coups de matraques et les assassinats politiques n'ont jamais cessé.

La place de l'armée dans la vie politique n'a fait que se renforcer. Ainsi, le nombre de généraux qui était de 7 sous Modibo Keita, le premier chef d'État après l'indépendance du Mali, dépasse aujourd'hui les 150. Après chaque coup d'État ou chaque changement de président issu d'une élection, leur nombre ne cesse de croître car le nouvel arrivant au pouvoir ne fait confiance qu'à ceux nommés par lui.

Ces généraux mènent un train de vie de pacha aux frais de l'État et s'enrichissent par la corruption, les détournements de fonds, le racket à grande échelle, le trafic et business de tous genres, y compris de la drogue. Certains d'entre eux sont devenus des milliardaires en francs CFA et figurent dans le palmarès des grandes fortunes du Mali. Ils sont plus préoccupés par l'épaisseur de leurs comptes en banque que par leur engagement dans la lutte contre les groupes armés terroristes qui sévissent au nord comme au sud du pays. Alors, la population malienne a raison de se méfier de la présence de l'armée française au Mali ainsi que de l'armée malienne elle-même.

Contrairement à ce que prétendent les dirigeants de l'État français, leur armée

n'est pas venue au Mali pour défendre les populations maliennes contre les mouvements terroristes mais pour défendre les intérêts économiques et géopolitiques de la bourgeoisie française. L'impérialisme français a d'énormes intérêts dans cette vaste région sahélienne allant du Tchad à la Mauritanie en passant par le Niger, le Burkina Faso et le Mali, notamment en matières premières minières et agricoles, mais aussi dans d'autres secteurs comme les infrastructures, la téléphonie, le commerce, la banque, etc.

D'autres puissances convoitent ces richesses et sont tentées de profiter de cette situation d'instabilité politique régionale pour s'y engouffrer mais l'impérialisme français veut protéger son pré-carré hérité de la colonisation. Son problème est qu'il ne veut pas s'enliser dans le borbier malien.

Devant ces enjeux énormes, l'armée malienne ne pèse pas lourd, d'autant moins que la population malienne, notamment hors de Bamako, la considère plutôt comme une force d'oppression plus proche du gangstérisme et aussi redoutable envers les petites gens que les groupes armés terroristes qu'elle est censée combattre.

Les travailleurs maliens de l'émigration comme ceux restés au pays n'ont aucun intérêt à se laisser embarquer dans l'ambiance nationaliste que le pouvoir malien tente de créer pour trouver des appuis au sein de la population malienne. Ils doivent aussi rejeter le discours angélique de Macron sur la démocratie, le respect des institutions ou sa prétendue lutte contre le terrorisme au Mali. Les uns et les autres sont des ennemis mortels des travailleurs et des populations pauvres.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

LES RÉGIONS DE KAYES, KOULIKORO ET SIKASSO SONT AUSSI FRAPPÉES PAR LE TERRORISME

Le 28 septembre dernier, cinq soldats maliens faisant partie d'un convoi d'une entreprise minière ont été tués lors d'une attaque terroriste à environ 200 km de Bamako sur l'axe routier reliant la capitale malienne à celle du Sénégal en passant par Kayes.

Cette embuscade, revendiquée par le GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) illustre la progression de l'activité des groupes armés terroristes se réclamant du djihad ou pas, dans les régions du sud et sud-ouest du Mali. Cela renforce, à juste raison, l'inquiétude des travailleurs maliens de l'émigration dont la grande majorité provient de ces régions jusque-là plus ou moins épargnées. Au sous-développement, à la sécheresse et à la misère qui frappent leur région depuis des décennies, s'ajoute maintenant un climat d'insécurité croissante.

Les autorités françaises viennent de classer en rouge la zone de Kayes depuis le mois d'août 2021 et la déconseillent aux voyageurs. Plusieurs attaques ont eu lieu dans le sud-ouest malien en l'espace de quelques mois. Ainsi par exemple en juillet dernier, deux ressortissants mauritaniens et trois chinois, employés sur un chantier de construction d'une route à 55 kilomètres de Kwala (région de Koulikoro), ont été enlevés. Quelques semaines plus tard, le 11 septembre, deux camionneurs marocains en provenance de Dakar ont été tués à Didiéni, toujours dans la région de Koulikoro par des hommes armés encagoulés. Le même jour, un convoi de civils a été pris pour cible sur le même axe routier mais les autorités n'ont pas fait état de victime. Par ailleurs, plusieurs autres attaques ont été commises entre Diéma, Yélimané ou encore à Nioro du Sahel depuis février 2017.

Les attaques sur cet axe routier long de 1300 km inquiètent aussi les autorités sénégalaises et maliennes car c'est un axe important de transport de marchandises et de voyageurs, surtout depuis l'arrêt du trafic

ferroviaire entre les deux capitales depuis 2018. Chaque jour, 300 à 400 camions quittent le port de Dakar pour le Mali. C'est par cette même route que le Mali évacue une grande partie de ses produits agricoles et miniers vers le Sénégal, sans compter le nombre de véhicules de transport en commun. À l'insécurité routière due au mauvais état des routes et des véhicules, aux rackets policiers tout le long du trajet, s'ajoute maintenant celle des attaques des groupes armés.



L'axe routier Bamako-Kayes-Dakar long de 1300 km est vital pour le transport de marchandises et de voyageurs entre les deux pays, surtout depuis l'arrêt de la ligne de chemin de fer en 2018.

Les populations victimes de cette insécurité ne peuvent compter ni sur les troupes françaises de la force Barkhane, ni sur les forces armées maliennes. Les premières ne sont au Mali que pour protéger les intérêts de l'impérialisme français et les seconds pour opprimer, terroriser et racketter les populations pauvres et pour écraser toute tentative de révolte contre le pouvoir en place.

De nombreux habitants de Kayes se souviennent encore de la violence des forces de l'ordre lors des émeutes du 12 et 13 mai 2020 dans leur ville. Neuf manifestants ou simples passants ont été tués et plusieurs blessés par balles. Et ce n'est pas parce que le pouvoir a changé de main à Bamako depuis le coup d'État du colonel Assimi Goïta en août 2020 qu'il est devenu moins dictatorial.

LES MENSONGES DU GOUVERNEMENT SUR LA SOI-DISANT STABILISATION DES PRIX

Face à la montée de la colère contre la cherté de la vie, le gouvernement sénégalais fait semblant d'agir mais en réalité il ne fait que brasser du vent en pondant des décrets que les commerçants contournent allègrement. Prenons l'exemple de l'huile d'arachide raffinée dont le prix au litre ne doit pas dépasser 1 200 francs selon un arrêté du ministre du Commerce. Seulement, cette mesure ne vise que l'huile en vrac contenue dans des fûts de 200 litres. Les commerçants grossistes se sont passés le mot et ont reconditionné le contenu des fûts dans des bouteilles d'un et cinq litres. Ce qui leur permet de fixer le prix du litre entre 1 400 et 1 600 francs selon les endroits au lieu des 1200 francs fixés par l'État. Quant au bidon de cinq litres on le trouve aujourd'hui à 7 500 francs alors qu'il se vendait auparavant entre 4 500 et 5 000 francs. L'huile en vrac a tout simplement disparu du petit commerce.

Le prix du sac de riz ordinaire non parfumé de 50 kg qui coûtait 13 000 francs avant la flambée des prix est aujourd'hui à 18 000 francs tandis que le sac de 50 kg de riz brisé parfumé le plus couramment consommé est passé de 18 000 à 20 000 francs. Le gouvernement avait laissé entendre qu'il stabiliserait les prix mais il n'en est rien.

Les boulangers réclament aussi une augmentation du prix du pain suite au renchérissement du prix de la farine. Bientôt les transporteurs vont aussi augmenter leurs prix, s'ils ne l'ont pas déjà fait, pour répercuter leurs dépenses supplémentaires sur les consommateurs et les usagers du transport, ce qui se traduira inéluctablement par d'autres augmentations des prix des denrées.

Le prix des loyers qui était déjà très élevé à Dakar est aussi monté en flèche, poussant les familles aux revenus modestes vers les banlieues de plus en plus éloignées. Cet exode massif des couches populaires hors de Dakar, n'est pas récent mais il s'est accéléré depuis la construction en 2016 de la

ligne de TER (Train Express Régional) reliant le centre ville de Dakar au nouvel aéroport international. Environ 250 000 personnes ont été délogées le long du tracé et ont été contraintes de se loger ailleurs, certaines ont été indemnisées, d'autres attendent toujours.



Le 30 septembre 2017, des habitants expropriés lors de la construction de la ligne du TER manifestent contre les autorités politiques et exigent une indemnisation conséquente des dommages subis. (Photo de Matteo Maillard)

Cette forte demande de logement a contribué à l'augmentation des loyers. Les promoteurs immobiliers et les propriétaires terriens se sont jetés sur l'occasion pour vendre des terrains ou construire des logements à la va-vite sur des terrains non viabilisés tout en sachant qu'ils construiraient parfois sur des zones inondables.

Les récentes inondations dont ont été victimes des dizaines de milliers de personnes dans certaines banlieues populaires ont montré qu'il y a eu une arnaque des promoteurs immobiliers et des propriétaires terriens véreux. Ceux-ci n'auraient jamais dû obtenir l'autorisation administrative de construire des logements dans ces endroits dangereux sans avoir effectué préalablement des travaux de viabilisation en bonne et due forme, à moins d'avoir bénéficié d'une complicité dans la haute administration.

Aujourd'hui, la demande de logements est telle que les agences de locations exigent une caution équivalente à trois voire quatre mois de loyer en plus des augmentations du loyer, ce qui revient à chasser loin de la ville

les familles des couches populaires. Les travailleurs sont doublement pénalisés car l'éloignement du lieu de travail fait gonfler le budget du transport auquel s'ajoute l'augmentation de la fatigue liée au temps de transport.

La seule chose qui n'augmente pas c'est le salaire des travailleurs. Cela ne sera

Côte d'Ivoire

RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES IL FAUT QUE ÇA CHANGE !

Le ministre de l'Intérieur a lancé à grand renfort de publicité le démarrage de l'«opération Épervier» censée lutter contre « la grande criminalité, la délinquance juvénile, le trafic des stupéfiants », etc. La police et l'armée sont massivement mobilisées pour faire croire qu'il y a une réelle volonté du pouvoir dans la lutte contre ces fléaux. Il y a surtout beaucoup de fanfaronnade et de tapage médiatique.

C'est la septième opération du genre lancée à ce jour. La petite délinquance baisse peut-être un peu, le temps des quelques jours que dure ce genre de déploiement des forces armées. Mais une fois l'opération terminée, les choses reviennent comme auparavant. Et c'est dans les quartiers populaires que cette délinquance est la plus ressentie car elle pourrit la vie des travailleurs. Elle augmente à cause du chômage et de la misère qui croissent chaque année, de la cherté de la vie qui appauvrit davantage une grande partie de la population.

Le gouvernement n'attaque pas le mal à la racine parce qu'il ne peut pas et ne veut pas toucher aux intérêts des riches dont il n'est qu'un agent. Nous savons tous que quand ces corps habillés viennent dans les quartiers populaires, c'est d'abord pour terroriser les gens, et leurs exactions sont souvent accompagnées de rackets. Ils agissent ainsi à l'image de leurs donneurs d'ordre capitalistes qui exploitent les travailleurs

possible que si la classe ouvrière engage un combat déterminé contre le pouvoir en place et contre l'ensemble du patronat. Ce combat sera aussi celui de la grande majorité de la population qui souffre de ce système économique où une minorité de parasites et d'exploiteurs accapare les richesses alors que ceux qui les produisent croulent sous le poids de la misère.

dans les zones industrielles, sur les chantiers et dans d'autres lieux de travail.



19 février 2021, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Yagondo Diomandé, annonce le lancement de l'opération "Épervier 6" par le déploiement de 2 000 agents des forces de l'ordre. Une opération surtout médiatique qui dure quelques jours et qui ne résout rien. « Épervier7 » lancée le 16 septembre 2021 est du même tonneau.

À travers ce genre de démonstration de force, le gouvernement prétend lutter contre la « grande criminalité ». Mais c'est quoi la grande criminalité, sinon ces grands capitalistes qui trichent avec la douane, les impôts, les lois et sont à l'origine de toutes sortes de trafics ? Ils exploitent les travailleurs dans les zones industrielles et les chantiers, sans les payer comme il se doit. Ils volent l'argent des heures supplémentaires et même l'argent de la caisse de retraite. Oui, c'est bien là du grand banditisme ! Sauf que ceux-là n'ont pas grand-chose à craindre de la police car les gouvernements qui se succèdent sont à leurs ordres ! Ce sont ces grands capitalistes qui

ont le vrai pouvoir ! Ce n'est pas pour rien que le gouvernement envoie les corps habillés réprimer et terroriser les travailleurs en cas de grève.

Tôt ou tard, les travailleurs et les pauvres finiront par se révolter contre la bourgeoisie et son appareil d'État répressif. Il faut s'y préparer dès maintenant car ce qui manque aux travailleurs, c'est une organisation de classe capable de leur indiquer la ligne à suivre pour défendre leurs intérêts dans le combat contre la classe des exploi-

teurs et des parasites sociaux, de leur apprendre à déceler les amis des faux amis, notamment les plus dangereux d'entre eux que sont les nationalistes, les ethnistes et les xénophobes. Une telle organisation communiste et révolutionnaire aidera les travailleurs à prendre conscience que le monde est divisé entre exploiters et exploités, qu'entre travailleurs il ne devrait pas y avoir de frontière et que nos seuls ennemis sont nos exploiters et nos oppresseurs quelles que soient leur nationalité, leur ethnie ou leur religion.

Côte d'Ivoire

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !

Le gouvernement a créé un nouveau poste de ministre, celui de la « Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption ». C'est un certain Épiphané Zoro Bi Ballo qui a été installé par Ouattara à ce poste créé sur mesure en guise de remerciement pour l'avoir en son temps défendu quand il avait été écarté par ses concurrents dans sa course à la présidence. La lutte contre la corruption c'est juste dans l'intitulé du poste, ça servira tout au plus à faire de la mousse autour de la question pour noyer le poisson. La corruption fait partie du système, elle gangrène jusqu'à la plus haute sphère de l'État, le gouvernement n'est pas fou au point de se tirer une balle dans le pied !

Il suffit de voir les grosses cylindrées dans lesquelles roulent les fils à papa, de lire parfois dans la presse leurs « prouesses » scandaleuses en matière de folie dépensière dans les hôtels de luxe, l'argent qu'ils flam-bent ici et là lors de leurs escapades, pour comprendre l'ampleur du phénomène. Leurs parents haut placés s'enrichissent à vue d'œil en puisant allègrement dans les caisses de l'État en pratiquant la corruption et en s'adonnant à toutes sortes de business licites et illicites. Ce n'est pas pour un simple bol de lentilles que les clans politiques ici comme ailleurs en Afrique se bat-

tent pour parvenir au pouvoir ou pour s'y maintenir jusqu'à marcher sur les cadavres des populations pauvres.

Si un simple douanier ou un employé au trésor peut parfois se permettre de rouler en BMW ou en 4x4 de luxe, on peut imaginer ce qui se brasse plus haut. Comment les Bouygues et autres Bolloré obtiennent-ils leurs contrats juteux en Afrique si ce n'est en versant des bakchichs conséquents au plus haut sommet du pouvoir ? Ce problème de corruption ne touche pas que les pays africains. L'ex-président français Sarkozy n'est-il pas lui-même poursuivi dans au moins une affaire de corruption ? Et les montants sont alors d'un tout autre niveau que l'argent brassé par certains de nos petits ministres en Afrique.

Alors, à défaut de pouvoir s'attaquer aux caïds au risque de se casser les dents, ce nouveau ministre trouvera bien quelques petits boucs-émissaires, histoire d'amuser la galerie.

Ainsi, ce ministre vient de découvrir que les camions chargés, par exemple, de bananes plantain et qui vont vers Abidjan, subissent un racket bien organisé. Le tarif que doit payer le propriétaire de la marchandise est de 20.000 Fr à régler en une seule fois pour tout le trajet. C'est ainsi que

font d'ailleurs les wôro-wôro et les Gbaka d'Abidjan (véhicules de transport collectif). Cet argent est ensuite partagé entre différents bénéficiaires, comme une vraie mafia sait le faire. Voilà comment en Côte d'Ivoire les barrages routiers qui existaient à l'entrée et sortie de chaque localité ont pour ainsi dire disparu. Mais le racket, lui, est bien là.

Ce monsieur anti-corruption placé sur un fauteuil ministériel peut tout juste faire du bruit et se satisfaire de ramasser son salaire de ministre, payé grassement sur le dos des contribuables.



Contrôle routier et rackets vont souvent de paire. Quelques policiers et gendarmes véreux serviront peut-être de boucs émissaires pour masquer la corruption au sommet

Côte d'Ivoire

LA VIE EST DE PLUS EN PLUS CHÈRE ET LES SALAIRES NE SUIVENT PAS

À Abidjan, en plus des denrées de premières nécessités, les loyers et le transport ont plus que doublé en moins de dix ans. L'exemple de Yopougon et d'Abobo, deux communes populaires d'Abidjan où logent surtout des ouvriers et autres populations défavorisées, est édifiant. À Yopougon avant 2011, les chambres étaient louées entre 10 000 et 15 000 Fr (eau et l'électricité comprises). Aujourd'hui, pour ces mêmes chambres, il faut déboursier 30 000 à 40 000 Fr. Pour un appartement 3 pièces, le loyer variait entre 60 000 et 80 000 Fr. Aujourd'hui pour ces mêmes appartements, il faut déboursier plus de 130 000 Fr. À Abobo, un appartement 2 pièces qui était à 12 000 Fr est passé jusqu'à 60 000 Fr dans certains quartiers.

De ce fait, de plus en plus d'ouvriers logent dans des baraques précaires en bois

communément appelées Sicobois. Là aussi les loyers rivalisent maintenant avec ceux des maisons en dur. En dix ans, ils sont passés de 5 000 / 7 000 Fr à 15 000 / 20 000 Fr. Le coût du transport a aussi grimpé du fait que les transporteurs s'arrangent pour supprimer toutes les lignes directes durant les heures de pointe. Ainsi, les mêmes trajets sont scindés en deux ou trois, ce qui revient à multiplier dans les mêmes proportions leurs coûts.

Sachant que le salaire moyen d'un ouvrier varie entre 80 000 Fr et 150 000 Fr, frais de transport compris, comment joindre les deux bouts dans ces conditions ? On est obligé de se serrer encore plus la ceinture à chaque flambée des prix. Les riches et le gouvernement attendent peut-être que la révolte éclate avant de réagir.

MINE D'OR DE HIRÉ : GRÈVE AVEC OCCUPATION DU SITE

La mine d'or de Hiré est située à environ 200 km au nord-ouest d'Abidjan, elle appartient à la société BMC (Bayswater civil & Mining Contractor). Les travailleurs sont en grève depuis le 18 Septembre. Ils réclament à leur direction des mesures

d'accompagnement suite à leur licenciement collectif prévu pour mi-Novembre. Ils sont plus de 500 travailleurs sur le site à être touchés par cette mesure et veulent un pécule consistant qui pourra leur permettre de tenir le temps de trouver un autre emploi,

ce que refuse la direction.

Dès l'entame de la grève, les travailleurs ont reçu des menaces sous prétexte que leur grève est « illégale » parce qu'ils n'ont pas déposé de préavis de grève. Les travailleurs ont répondu en occupant le site de production et en immobilisant les engins ; ils se relaient de jour comme de nuit. Du coup la direction hésite à faire venir des forces de l'ordre pour réprimer les grévistes car elle craint pour son matériel.

La direction parle maintenant de négociation pour trouver une issue pacifique. Pour les travailleurs, chaque jour de grève c'est de l'argent en moins pour faire vivre la famille mais chaque jour perdu pour la production est aussi une grosse perte pour les

actionnaires de la mine. C'est un bras de fer dont l'issue dépendra de la combativité et de la détermination des grévistes.



Licenciés pour motifs économiques, près de 500 travailleurs de la mine d'or de Hiré en grève, bloquent les travaux et réclament des mesures d'accompagnement.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

